

Pour un renouveau politique du lien social

Des enquêtes menées dans les années 2000 sur les questions du micro-crédit et du lien social en région tunisoise, revues après les événements, me conduisent à m'interroger sur quelques questions de fond : les associations vont-elles cesser d'être le produit de l'administration ? Les politiques publiques vont-elles continuer à multiplier des programmes d'interventions mal connectés à la société civile ? Les responsables administratifs pratiqueront-ils toujours la « langue de bois » ? Les chercheurs en politiques publiques et sociales continueront-ils à rencontrer tant d'obstacles lors de la conduite de leurs enquêtes de terrain en matière de demande d'autorisation et de contrôle des objectifs et des enquêtés ?



© AFP

Parler de société civile suppose « une forme de coupure entre un univers « politique » et un monde « civil » » (De maillard, 2002). Ce n'est pas le cas en Tunisie, où les politiques publiques ont étouffé la société civile. L'Etat contrôlait la liberté d'association (il fallait un visa du ministère de l'intérieur), au point que seules subsistaient des associations (professionnelles, patrimoniales, culturelles et

sportives) appendices de l'Etat ou du RCD. Il a aussi cherché à contrôler le financement extérieur des ONG internationales. La culture associative dont la base est la démocratie participative apparaît dorénavant incompatible avec un système politique hiérarchisé et « descendant ». Plus encore, l'Etat a tenu à neutraliser toute tentative associative en imposant sa propre « gouvernance » à la société civile, en créant ses propres associations (d'octroi de crédits aux entrepreneurs) qu'il nommait « ONG ». Ses politiques ont fonctionné par l'accumulation de toute une panoplie institutionnelle (programmes de développement urbain ou rural, création de l'ANETI, Fond de l'emploi 21/21 etc...) comme des « réseaux de consolidation » (Camau, Geisser, 2003), qui venaient renforcer la crédibilité d'un Etat se voulant « animateur » (Donzelot, 1996). Cette « étatisation du social » se traduisait par une inflation de structures à étiquette « solidarité » (Banque tunisienne de solidarité, Union tunisienne de solidarité sociale, Fond national de solidarité) envers les catégories les plus démunies, ou les diplômés du supérieur au chômage. Ces mêmes catégories lors des émeutes de 2010/2011, se sont retournées contre cette instrumentalisation du social, à laquelle ils n'ont plus fait confiance. Les causes de cette crise de confiance se situent aussi dans la lourdeur des procédures administratives d'octroi de soutiens, leur inefficacité (aides insignifiantes et très clientélistes), et l'absence de compétences locales des responsables administratifs. Il est à souhaiter pour l'avenir que les structures étatiques

d'aide à l'emploi se simplifient et soient mises au service d'une efficacité locale moins procédurière et plus proche des besoins réels des populations.

Enfin, la langue de bois doit disparaître. Les termes employés en matière de développement sont ambivalents : les « ONG » n'en sont pas, la liberté associative est affichée mais contrôlée, la décentralisation n'est même pas une déconcentration et, les événements l'ont montré, les régions sont restées abandonnées. L'appellation « développement local » reste toujours celle du ministère de l'intérieur... Il en est de même pour la notion de gouvernance (en réalité négociation consensuelle) utilisée à tort. C'est aussi le cas de la privatisation avec son apparence de passage de relais au secteur privé mais conçue plutôt comme moyen de renforcement de l'autorité de l'Etat. Jusqu'au terme de démocratie, positivement évoquée par *La Presse* au lendemain du discours de Ben Ali. On souhaiterait que le langage politique soit moins emphatique et plus « vrai », et que les politiques, mais aussi les administratifs, ne jouent plus avec le sens des mots et cessent d'en faire des « coquilles vides ». Durant la période Ben Ali, c'était au chercheur de décrypter l'ambiguïté de cette instrumentalisation du langage. C'est à cette vigilance que nous, enseignants chercheurs en sciences sociales, devons appeler.

Houda LAROUSI

Sociologue, INTES, Université Tunis Carthage

La révolte du peuple à l'heure des TIC : la communication « engagée », une puissance révolutionnaire ?

Il est difficile, me semble-t-il, de penser la « Révolution de la dignité », en dehors de son ancrage culturel. Notre ère est celle de la culture numérique qui a prouvé qu'elle est capable, non seulement, de bouleverser les mœurs et les mentalités, mais aussi de constituer un instrument efficient permettant de renverser le pouvoir totalitaire en place. L'un des aspects qui ont fait la singularité de la révolution tunisienne est, sans conteste, la capacité de ses protagonistes à faire bon usage des TIC. Bien qu'il s'agisse d'un lieu commun, il importe de rappeler que ce sont la téléphonie mobile, qui s'est substituée à l'appareil photo, et l'Internet, en l'occurrence le réseau social *Facebook*, qui sont, en quelque sorte, les armes de cette

révolution. Qui dit que les révolutionnaires sont désarmés n'a certainement rien compris des rapports de force qui ont transformé la donne politique et sociale en Tunisie.

Loin de faire le panégyrique des TIC, il est important de reconnaître que la communication engagée constitue un moyen de mobilisation sociale et politique, donnant ainsi une nouvelle allure au processus révolutionnaire. Le cyber activisme, engagé par des acteurs d'ici et d'ailleurs, a été le leitmotiv de cette révolution de la dignité, à telles enseignes que les TIC sont considérées comme étant un danger qui menace les régimes totalitaires. Le spectre numérique est de plus en plus pourchassé par ceux qui tiennent à préserver leur autoritarisme.



Nous retiendrons de cette expérience révolutionnaire singulière trois aspects essentiels. Tout d'abord son caractère imprévisible et contingent ; ensuite son essence populaire, en tant que révolution à l'origine acéphale et, enfin son statut d'observatoire révolutionnaire dans la région.

Siheem NAJAR

Sociologue, IRMC, Tunis